

Les enjeux de la crise de Kidal: le Mali a-t-il perdu le Nord ?

(Première partie: Diagnostic)

Les grands esprits discutent des idées, les gens normaux des faits, les esprits mesquins jasant sur les autres.

Le 11 janvier 2013, la France a lancé une opération militaire baptisée Serval en appui des forces armées maliennes à la demande des autorités maliennes.

L'opération Serval, la MINUSMA et les forces armées maliennes (FAMA) ont en synergie "libéré" les régions de Tombouctou et Gao, puis de façon unilatérale Serval a tracé une ligne Maginot à ne pas franchir pour les FAMA. Cet acte marque inéluctablement la perte du nord par le Mali au sens propre comme au sens figuré. En effet, sous les injections de François Hollande "je suis intraitable sur le respect du calendrier électoral au Mali", le gouvernement de transition de l'époque a remué ciel et terre pour signer des accords à Ouagadougou afin que se tiennent les élections présidentielles et législatives. Onze mois après ces accords, Kidal est toujours sous commandement de bandits armés terroristes qui ont renforcé leur position après les combats du 21 mai dernier ayant fait une cinquantaine de morts avec, au moins, autant de blessés côté Malien sous le regard indifférent des "amis" du Mali.

La rébellion dite touareg est à sa cinquième édition.

Certes, c'est un problème récurrent au nord du Mali, mais ce qui se joue en ce moment sous nos yeux n'est ni un problème de revendication identitaire, ni religieux, ni indépendantiste, ni autonomiste. Par conséquent si cette crise n'est pas traitée en tenant compte du véritable contexte dans lequel elle a pris naissance, plus précisément des enjeux économiques, nous risquerons de perdre notre temps dans des négociations et réconciliations stériles, pire d'assister à une désintégration de notre pays. Pour mieux saisir ces enjeux économiques un bref rappel historique s'impose.

I. De L'OCRS à l'AZAWAD

Les évènements ayant agité le Nord de notre pays de l'indépendance à nos jours ont pour origine la loi N°57-27 du 10 Janvier 1957 votée par l'Assemblée Nationale Française créant l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (l'OCRS).

La raison officielle de cette organisation selon l'article 2 de la loi était: "*la mise en valeur, l'expansion économique et la promotion sociale des zones sahéliennes de la République Française et à la gestion de laquelle participent l'Algérie, la Mauritanie, le Soudan, le Niger et le Tchad*" mais officieusement le véritable mobile de la création de cette organisation fut de soustraire les nomades blancs à la domination de leurs anciens esclaves et surtout d'assurer une exploitation des ressources stratégiques du Sahara.

On se souvient :

D'une part que l'Omnium Français des Pétroles avait envisagé de construire en Bourgogne une raffinerie rien que pour le Pétrole Saharien¹.

D'autre part "*Des étudiants avaient fondé l'association de Jeune Sahara pour disaient-on, promouvoir l'idée saharienne de la Jeunesse eurafricaine*".

Et comme par hasard, à la 14ème Edition du Forum de Bamako tenu en 2014 à l'hôtel Salam dont le thème était "La paix, la sécurité et le développement dans la bande Sahélo-saharienne au centre des débats", Emmanuel Dupuy chercheur à l'institut de recherche stratégique de l'école militaire (irsem), chargé de mission au secrétariat d'état à la défense et aux anciens combattants a développé le thème "**Concept d'Eurafrique : origine et opportunité commune**".

Rappelons que le débat sur l'Eurafrique est apparu pour la première fois après la première guerre mondiale dans la classe politique française. Il s'agissait d'aider au rapprochement franco-allemand et à la construction de l'Europe, en faisant des colonies un bien commun des nations européennes.

Sur le plan politique, à la veille des indépendances, un homme averti de la trame de Cheikh anta Diop avait aussi perçu les enjeux du Sahara en interpellant les futurs hommes politiques en charge du continent en ces termes:

"Le Sahara avec tous les problèmes complexes que son partage posera dans l'avenir, devra donc constituer pour nous une sorte de frontières naturelles: mais frontières bien spéciales que ce désert d'une importance stratégique et économique indéniable. Aussi sera-t-il toujours indispensable que l'Afrique noire en possède une part telle que les frontières d'autrui ne soient jamais à quelques heures de marche de ses centres vitaux²"

La myopie, l'inconsistance et souvent la complicité des élites dirigeantes de l'époque et d'aujourd'hui ont permis aux forces néocoloniales impérialistes de saisir le moment opportun pour ressortir le projet de l'OCRS des placards, de le réchauffer puis nous le servir sous le nom de AZAWAD.

Nous savons tous aujourd'hui que le MNLA n'a aucune légitimité, aucune légalité. Nous savons également que le MNLA, le terrorisme, le djihadisme sont des prétextes pour occuper la zone saharienne afin d'assouvir le projet de l'OCRS.

Pour mieux le comprendre l'analyse de quelques documents prospectifs produits par la CIA³, le SENAT⁴ français au nom de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées intitulé "l'Afrique est notre avenir" et celui produit par l'équipe de Hubert Védrine⁵ à la demande du Ministre de l'économie et des finances, " Afrique France: un partenariat pour l'avenir..." est indispensable.

¹ Amadou Seydou TRAORE; "Debout sur les remparts! Sauvons le Mali" La ruche à livres_2013.

² Cheikh anta Diop; "Alerte sous les tropiques. Articles 1946-1960. Culture et développement en Afrique noire" Présence africaine_juillet 1990.

³ Mapping the Global Future rapport 2005 de la CIA & CIA global trends 2030

⁴ <http://www.senat.fr/rap/r13-104/r13-1041.pdf> rapport Senat

⁵ http://medias.lemonde.fr/mmpub/edt/doc/20070905/951341_rapport_d-hubert_vedrine.pdf rapport Védrine

II. Un monde en mutation

"Où trouver les ressources nécessaires dans un monde où la Chine est devenue l'atelier du monde à des prix imbattables ; l'Inde est devenue le bureau du monde à des prix imbattables, le Brésil est devenu le jardin du monde à des prix imbattables ?"
S'interrogeait le professeur Dialla Konaté le 30 Mai 2012 dans un article intitulé "L'économie européenne et le besoin de relance".

En effet, depuis la crise économique de 2008, le monde est rentré dans une ère de grande turbulence avec l'émergence de l'Inde, la Chine, le Brésil, le Qatar et bien d'autres bousculant l'hégémonie des USA et de leurs alliés occidentaux.

La rareté des ressources énergétiques, minières, des terres arables convoitées par les anciennes puissances vainqueurs de la seconde guerre mondiale et les pays émergents est au centre des convoitises.

L'Afrique, restée longtemps à la périphérie, suscite aux yeux du reste du monde espérances et angoisses, opportunités et menaces. Voici pourquoi des études prospectives comme celles citées plus haut mènent des réflexions sur leur avenir dans l'horizon 2030-2050 afin d'anticiper les menaces et tirer profit des opportunités. Quand on examine les fruits de ces réflexions, on constate qu'ils convergent tous vers les deux points fondamentaux suivants :

- 1) Le vieillissement de la population à l'œuvre partout sauf en Afrique subsaharienne.
- 2) L'Afrique, la « nouvelle frontière », le **dernier « eldorado »** qui aiguise une véritable course aux marchés engagée par des pays de plus en plus nombreux.

A défaut de mener des études savantes sur notre avenir, nous nous appuyerons sur ceux qui existent déjà pour développer notre manière de voir le monde, une manière africaine tenant compte des intérêts de l'Afrique, du Mali. Jetons alors un regard critique sur chacun de ces points.

II.1 Le vieillissement de la population est à l'œuvre partout sauf en Afrique subsaharienne

*"L'équivalent du sous-continent indien est en train de se constituer aux portes de l'Europe. Cela peut être un cauchemar ou une opportunité"*⁶

Il ressort des statistiques qu'en 2050 le continent africain devrait être peuplé d'environ 1.9 milliards d'âmes tandis qu'en Europe la population atteindra 600 millions d'âmes.

"Le risque d'un chômage de masse pour les centaines de millions de jeunes Africains attendus d'ici à 2050 constitue une menace d'abord pour la stabilité d'une Afrique devenue plus urbaine et soumise aux pressions de migrations renforcées"

⁶ Op. cit rapport Senat page 29

*par la pression démographique, ensuite pour le Maghreb et l'Europe. Le changement d'échelle dans les prochaines décennies accentuera la mobilité de population qui sera d'autant plus forte qu'elle sera jeune."*⁷

Le scénario le plus probable retenu indique que cette croissance fera de l'Afrique le plus grand marché de consommation et de main d'œuvre; d'où la bousculade actuelle aux portes du continent **pour s'octroyer des parts de marchés par tous les moyens**. La possibilité pour l'Afrique de bénéficier des mannes de sa croissance économique, de tirer alors profit de sa démographie en 2050 afin d'être un continent émergent à l'image de la Chine n'a été envisagée dans aucun de ces rapports.

Bien au contraire: "*Une diminution de la fécondité est une condition préalable à la possibilité pour l'Afrique de bénéficier du « dividende démographique*"⁸ nous conseille-t-on à la page 32 du rapport "l'Afrique est notre avenir".

Tout ceci nous amène à nous demander, pourquoi la démographie qui a été un des facteurs d'émergence ailleurs, notamment en Inde et en Chine, constitue une menace en Afrique? Que nous réserve-t-elle?

Que faire pour que cette explosion démographique d'une ampleur et d'une vitesse inégalées ne modifie pas de façon substantielle la composition ethnique du vieux continent?

Le président d'honneur du Front National français (première force politique aux européennes) Jean-Marie Le Pen a lancé lors d'une discussion le 20 mai, avant son discours au Palais de l'Europe du parc Chanot de Marseille, que le virus Ebola pourrait régler en trois mois les problèmes d'immigration pour contrer l'explosion démographique⁹.

Il dessine à travers sa position la manière dont cette menace pourrait être traitée; l'évolution de la fécondité et de la mortalité sont ainsi les deux paramètres sur lesquels l'Occident pourrait agir pour "aider" l'Afrique, comme il sait si bien le faire à bénéficier de la dividende démographique.

Quoi qu'il en soit, nous savons que le contrôle démographique (gratuité de la césarienne, virus Ebola, conflits fictifs suscités pour décimer des populations, sida...) est en cours et mute dans le temps et dans l'espace africain. Un homme averti en vaut deux.

II.2 Afrique: le dernier "eldorado"

"Le monde entier regarde aujourd'hui vers l'Afrique subsaharienne, parce qu'elle affiche une situation économique flatteuse quand celle-ci se dégrade ou montre des signes de ralentissement dans de nombreux pays avancés et émergents. Les appels à l'investissement et à la confiance dans l'éveil économique du continent africain se

⁷ Op. cit rapport Senat page 68

⁹ http://www.lemonde.fr/europeennes-2014/article/2014/05/21/pour-jean-marie-le-pen-le-virus-ebola-peut-regler-en-trois-mois-les-problemes-d-immigration_4422584_4350146.html

multiplient depuis quelques années, l'Afrique est présentée comme la « nouvelle frontière », le dernier « eldorado » qui aiguise une véritable course aux marchés engagée par des pays de plus en plus nombreux." ¹⁰

L'eldorado, terme utilisé pour qualifier le continent, nous rappelle les conquistadors espagnols du 16^e siècle à l'assaut des mythiques mines d'or. Aujourd'hui plus que jamais, tous les rapports sont unanimes à reconnaître que le dernier eldorado est bien et bel l'Afrique et les conquistadors sont à l'affût.

Les anciennes puissances ne sont plus seules en Afrique, elles doivent cohabiter avec les nouvelles puissances émergentes comme en témoigne le foisonnement de sommets ces dernières années: sommet USA-Afrique, Japon- Afrique, Chine- Afrique, UE-Afrique, Amérique du Sud- Afrique, Moyen orient- Afrique, Inde-Afrique, Turquie-Afrique sans oublier le traditionnel sommet France-Afrique.

*"Dans cette concurrence, la Chine et les pays émergents ont gagné la première manche. En 2009, la Chine a dépassé les États-Unis et est devenue le principal partenaire commercial de l'Afrique. La part des échanges de l'Afrique avec les pays émergents est elle-même passée de 23 % à 39 %. Les cinq pays émergents partenaires de l'Afrique les plus importants sont dorénavant la Chine (38 %), l'Inde (14 %), la Corée du Sud (7,2 %), le Brésil (7,1 %) et la Turquie (6,5 %)."*¹¹

Chacun de ces pays s'appuie sur ses forces; ainsi les pays du Golfe abattent la carte religieuse, la Chine et l'Inde s'appuient sur leur main d'œuvre peu coûteuse, compétitive et performante; la Turquie tire profit de la faiblesse de nos systèmes éducatifs.

Ces nouveaux partenaires à la différence des traditionnels respectent l'Afrique, ne s'immiscent pas dans la politique intérieure de nos états, ne suscitent pas de coup d'états pour avoir des marchés.

C'est ce qu'a martelé le Président malien ATT lors du déplacement du Président HU Jintao au Mali en 2009 en ces termes: *"la coopération avec la Chine est directe, franche et concrète. Ce que nous avons pu réaliser avec la Chine, nous ne pouvons le faire avec les autres. La Chine n'est jamais intervenue dans nos problèmes internes. La Chine nous respecte, avec nos points forts et faibles. La Chine n'est pas un faiseur de leçon"*

La France sachant qu'elle a perdu et perd de grandes parts de marchés dans ses enclos coloniaux, que la francophonie régresse, que la destination France n'est plus la plus prisée ni pour les étudiants, ni pour les hommes d'affaires, que faire pour ne pas rater ce tournant stratégique ? Que faire pour rester maître absolu dans ces enclos ? Que faire pour avoir la main mise sur les ressources qui lui reviennent de "droit"?

¹⁰ Op. cit rapport Védrine page 6

¹¹ Op.cit rapport sénat page 205

La réponse à ses questions se trouve en partie dans les accords de défense signés entre la France, la Côte d'Ivoire, le Dahomey et le Niger le 24 Avril 1961 et toujours en vigueur au Dahomey (Benin) et au Niger selon nos informations.

L'article 4 de l'annexe II de ces accords et les agissements actuels de la France sur le continent, illustrent à merveille la carte abattue par la France pour la reconquête des enclos rebelles:

*"La République de Côte-d'Ivoire, la République du Dahomey et la République du Niger facilitent au profit des forces armées françaises le stockage des matières premières et produits stratégiques. Lorsque les intérêts de la défense l'exigent, elles limitent ou interdisent leur exportation à destination d'autres pays."*¹²

III. La carte de la reconquête militaire des enclos rebelles

"L'intérêt stratégique porté par la France à l'Afrique comme sa crédibilité militaire constituent également un atout économique important" dixit page 18 du rapport " Afrique France: un partenariat pour l'avenir..."

Tenant compte de son incapacité à relever le challenge économique des pays émergents, la France a fait le choix des faibles pour solutionner ces problèmes économiques: la force brute et brutale.

Ainsi en 2013, l'armée française dispose en Afrique de 10 000 hommes, 8 bases ou points d'appui notamment en Côte -d'Ivoire, à Djibouti, au Tchad, au Sénégal, au Gabon et plus **récemment au Mali**, 52 attachés de défense, 24 accords de défense ou de coopération permettant un maillage et une réactivité au service de leurs intérêts et de la sécurité du continent pour un coût de plus d'un milliard d'euros par an.

Pour se faire bonne conscience et endormir sa propre opinion, la métropole profitant de l'inexistence de grand groupe de presse africain et surtout de la faiblesse de nos états, utilise l'une des armes les plus redoutables en période de conflit: l'information et la communication. L'armée médiatique RFI, avec un budget d'environ 262 milliards de FCFA, diffusant grâce à l'implantation de 114 émetteurs dans l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne appuyée par France 24 sont mis aux services des bandits armés du MNLA pour semer la peur, l'angoisse, l'insécurité, la désinformation au profit de leurs propres intérêts.

A la lumière de ses données, on peut affirmer que la reconquête des enclos coloniaux par la voie militaire est la stratégie adoptée par la France; **c'est pourquoi avec l'OTAN; ils ont crée l'insécurité au Sahel, armés et orientés le MNLA vers le maillon faible le Mali afin de se présenter en pompier pour éteindre le feu qu'ils ont allumé.**

Assurément, l'opération militaire Harmattan déclenchée par la France en Mars 2011 sous les couleurs de l'OTAN pour soutenir et armer les mouvements rebelles du Conseil National de Transition dans le but de déstabiliser la région sahélienne marquait le début de la reconquête des enclos coloniaux rebelles. L'OTAN en

¹²http://www.justice.gouv.fr/art_pix/eci_conv_coteivoire1961.pdf

intervenant en Libye pour assassiner Kadhafi, a justifié son crime par des raisons humanitaires. Trois ans plus tard la situation humanitaire s'est dégradée de façon exponentielle.

En refusant d'envisager les conséquences collatérales d'une telle intervention en termes de déstabilisation de la région, malgré les mises en garde des chefs d'État de l'Union Africaine, l'OTAN mettait en route son plan de nouveau partage de l'Afrique après Berlin 1885.

Aussi, les forces armées françaises ont secrètement parachuté en Libye, pendant plusieurs jours, des armes légères et des munitions « en importante quantité »-40 tonnes selon l'AFP¹³. Elle brandit aujourd'hui l'argument de l'insécurité au sahel pour justifier ses interventions, ses accords de défenses, divertissant ainsi les africains sans conscience politique afin d'être maître de nos ressources.

André Bourgeot, Directeur de Recherche émérite au CNRS (Centre National de la recherche Scientifique) et spécialiste du Mali a souligné au cours d'une conférence *"que si le peuple malien veut voir le dénouement de la situation qui prévaut à Kidal, il faudrait accorder à la France, la primauté de l'exploitation des gisements de l'ensemble des régions du nord du Mali. Il a ainsi rappelé que le nord renferme de nombreux gisements à savoir le pétrole à Taoudéni, le phosphate à Tilemsi, le manganèse à Kidal, entre autres*¹⁴." Il ajoute que MNLA est tout simplement une nébuleuse, un simple écran ne pouvant même pas formuler des revendications dignes de ce nom.

IV. Quelles leçons pour le Mali?

L'inquiétude du monde occidental face à l'avenir est légitime et si la survie de l'Occident passe par la mainmise sur nos ressources naturelles, énergétiques, nos terres, cela se fera sans loi ni foi.

Il n'existe aucun Etat humanitaire dans le monde, chaque Etat agit selon ses intérêts.

Messieurs les membres du gouvernement arrêter de ressasser et de faire croire à notre peuple que la communauté internationale, la France sont nos amies.

En revanche vous devriez mettre au cœur du débat politique les intérêts que doivent défendre le Mali.

Ne dit-on pas qu'un problème bien posé est à 50% résolu?

En posant le problème de Kidal en termes d'enjeux économiques, la société Malienne sur la base de ses forces et faiblesses, devrait être capable de surmonter cette crise avec ses véritables alliés.

N'avons-nous jadis pas résolu des crises plus insolubles que celle que nous vivons présentement?

¹³ AFP, Libye : parachutage d'armes aux rebelles, 100 millions de dollars d'aide, 29 juin 2011

¹⁴ <http://www.malijet.com/actualite-politique-au-mali/flash-info/84665-ambitions-fran%C3%A7aises-au-nord-du-mali-%3A-les-r%C3%A9v%C3%A9lations-de-l%E2%80%99%C3%A9cri.html>

Certes, nous ne disposons plus d'hommes et d'institutions de qualité, nous nous sommes éloignés de nos valeurs fondatrices; cependant l'espoir et l'espérance sont de mise car nous avons tous la conscience d'être les fils et filles d'une vieille et sage civilisation: "*Le Mali peut tanguer, mais ne chavirera pas*"

Signalons enfin que des pistes de solutions seront proposées dans la deuxième partie de cette réflexion.

Aucune de ses solutions ne marchera si les hommes et femmes ne mouillent pas le maillot ici et maintenant pour le Mali.

Bamako, le 23 Juin 2014

Aménophis .I TRAORE

Coordinateur territorial de la Ligue Panafricaine Umoja Mali

liguepanafricainemali@gmail.com